



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

COMPTE RENDU

Séance du Comité syndical du 10 mars 2017

Le du 10 mars 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 3 mars 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	105
Nombre de délégués présents ou représentés :	64 dont 17 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Benoît BLOT (Le Plessis-Robinson), M. Christophe PAQUIS (Les Lilas), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Roland HEAULME (Viroflay), M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Gauthier MOUGIN, M. Hervé LIEVRE, M. Bernard ROCHE.

Paris Est Marne et Bois : M. Alain GUÉTROT.

Grand Paris Sud Est Avenir : Mme Khadija OUBOUMOUR, M. Bruno HELIN

Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN

Vallée Sud Grand Paris : M. Serge KEHYAYAN, M. Rodéric AARSSE.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Hervé WILLAIME (Cachan), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucresson), M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris), Mme Pascale MEKER (Vallée Sud Grand Paris).

Suppléant sans voix délibératives :

M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux), Mme de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest) M. Olivier BODO (Châtillon), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris).

Excusés ayant donné pouvoir :

Mme Perrine PRECETTI (Antony) à M. ISOARD, M. Arnaud GIBERT (Bezons) à M. BERNIER, M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) à M. PATTÉE, M. Denis REDON (Épinay-sur-Seine) à M. LEUCI, M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury) à M. LOPPINET, M. Yves MENEL (Garches) à M. AZMI, M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine) à M. AARSSE, M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud) à M. Fleury, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à M. CARON, M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois) à M. BUTIN, M. Christian PAGE (Saclay) à M. MORDEFROID, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à Mme GAILLABAUD, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à M. BOUNEGTA, M. Jean-Marc SZMARAGD (Grand Paris Seine Ouest) à M. MOUGIN, Mme Aline de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest) à M. de MAZANCOURT, M. Thierry HEBBRECHT à Mme PARRAIN, Mme Monique BOUTEILLE (Paris Ouest la Défense) à M. SCHINDLER.

Etaient excusés : M. Jean-Pierre SPILBAUER (Bry-sur-Marne), M. BESNARD (Cachan), M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne), M. Olivier BODO (Châtillon), Mme DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine), M. Yann WEHLING (Région Ile-de-France), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Philippe BRILLAUT (Le Chesnay), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. GIRAULT (Noisy-le-Sec), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), M. SCHUMACHER (Grand Paris Grand Est), M. KNUSMANN et Mme de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest), M. Pascal TURANO (Paris Est Marne et Bois), M. VASTEL (Vallée Sud Grand Paris), MM. OLLIER et GUIRAUD (Métropole du Grand Paris).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, M. Malik SALEMKOUR Chargé de mission.

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 8 décembre 2016
- 2 - Délibérations :
 - Adhésion de collectivités au SMAVM et transfert de compétence de location de vélos en libre-service pour adhésion à l'option Vélib'
 - Désignation d'un membre du Bureau
 - Désignation des membres de la CAO
 - Approbation du règlement intérieur de la CAO
 - Projet de budget annexe sous forme de régie autonome
- 3 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. William DELANNOY est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 6 mars 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

Aucune autre observation n'est formulée.

Le procès-verbal du Comité syndical de la séance 6 mars 2017 est adopté à l'unanimité.

2 - Délibérations :

La Présidente indique concernant l'ordre du jour, que le premier point inscrit, faute de dossier, est annulé.

Elle précise également concernant le deuxième point inscrit : élection d'un membre du Bureau, que celui-ci sera remplacé par une délibération ayant pour objet l'augmentation du nombre de vice-président(e)s et l'élection d'un 9^{ème} vice-président.

Le Comité syndical, accepte à l'unanimité ces propositions.

2-1 Modification du nombre de Vice-présidents et Élection du 9^{ème} Vice-président (2017 20)

L'article 11 des statuts du Syndicat prévoit qu'un ou plusieurs Vice-président(e)s peuvent être désignés par le Comité Syndical. Le rôle des Vice-président(e)s consiste notamment à participer aux réunions du bureau et à remplacer la Présidente en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Par les délibérations n°2014 014 du 10 juillet 2014, 2015 17 du 6 juillet 2015 et 2016 02 du 11 février 2016, Le Comité syndical a élu huit Vice-président(e)s.

Considérant qu'à la suite de l'adhésion de la Métropole du Grand Paris au Syndicat, il est proposé d'ajouter un neuvième poste de Vice-président et de l'attribuer à M. Ollier qui a candidaté.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE** à la majorité de porter à neuf le nombre de vice-président(e)s ; **DÉSIGNE**, à la majorité, Monsieur Patrick Ollier, 9^{ème} Vice-président.

2-2 Désignation des membres de la CAO (délibération : 2017 21)

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a modifié le régime des commissions d'appel d'offres (CAO) des collectivités territoriales et de leur groupement.

L'article 102 de cette ordonnance a et a modifié dans le code des marchés publics à compter du 1er avril 2016 et a modifié dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'article L1414-2 qui dispose que pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L1411-5.

Compte tenu du fait que la liste des membres pour siéger à la commission d'appel d'offres est incomplète, il convient de procéder à une nouvelle élection.

Une seule est présentée.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DÉSIGNE à les membres suivants pour siéger à la Commission d'Appel d'Offres, présidée de droit par la Présidente du Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole ou sa/son représentant(e) :

TITULAIRES

1 – Patrick OLLIER

2 – Patrice PATTÉE

3 – Christophe NAJDOVSKI

4 – Yann RISPAL

5 – Jean-Luc MILLARD

SUPPLEANTS

1 – Christophe BERNIER

2 – Thierry Michel ISOARD

3 – Bruno HELIN

4 – Geneviève GAILLABAUD

5 – Sophie DESCHIENS

2-3 Approbation du règlement intérieur de la CAO (délibération : 2017 22)

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a modifié le régime des commissions d'appel d'offres (CAO) des collectivités territoriales et de leur groupement.

L'article 102 de cette ordonnance a, en effet, abrogé le code des marchés publics à compter du 1er avril 2016 et a modifié dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'article L 1414-2 qui dispose que pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L 1411-5.

Il est à noter cependant que les nouveaux textes ne comportent pas de dispositions spécifiques au fonctionnement de la CAO mais que les collectivités doivent cependant définir les règles de fonctionnement de leur propre CAO dans le cadre d'un règlement intérieur adopté par délibération.

Sur le projet de règlement intérieur de la CAO présenté ;

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **ADOpte** le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ci-annexé.*

2-4 Projet de budget annexe sous forme de régie autonome (délibération : 2017 23)

A la suite de la modification statutaire adoptée par le Comité syndical du 14 novembre 2016, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, désormais dénommé Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole, sera en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Vélib' à compter de l'attribution du marché public prévue en mars 2017.

Le Syndicat assume ainsi à compter de 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire et qui seront à traduire dans ses documents budgétaires :

* La première, historique, reflète les engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public en cours ;

* La seconde, prévue en compétence optionnelle sur l'adhésion spécifique des collectivités volontaires, est relative au service Vélib'.

Du fait des modalités de gestion différentes pour ces deux services, avec leurs financements propres, le comité syndical a souhaité que soient assurées une lisibilité financière et une étanchéité des risques éventuels portés par chacune de ces activités.

L'article 62 de la loi du 12 juillet 19991 a expressément autorisé l'ensemble des collectivités territoriales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale ou les syndicats mixtes à exploiter directement un service public industriel et commercial ou un service public à caractère administratif sous forme de budget annexe constitué sous forme de régie autonome.

Vu le rapport de Madame la Présidente,

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DECIDE** de créer, selon les stipulations susvisées, une régie autonome à caractère administratif ; **APPROUVE** à cet effet les statuts de la régie autonome figurant en annexe fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette régie ; **DECIDE** de dénommer ladite régie « Régie Vélib' » ; **FIXE** le montant de la dotation initiale de la régie autonome à 500 000 euros sous forme d'avance remboursable ; **AUTORISE** la Présidente à accomplir toutes les démarches et formalités afférentes à l'exécution de la présente délibération.*

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures 45.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie